

RECHERCHES
SUR
LA MINORITÉ ET SES EFFETS

DANS LA FRANCE COUTUMIÈRE AU MOYEN-ÂGE.

THÈSE

Soutenue par

MARIE-HENRY D'ARBOIS DE JUBAINVILLE,

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Divisions.

Droit commun (barbare et coutumier); puissance paternelle, tutelle, conventions du mineur, le mineur devant les tribunaux.
Droit féodal; garde seigneuriale, bail des ascendants et des collatéraux, fin du bail féodal.

Positions.

- 1° L'exception de minorité en fait d'actions pétitoires ne fut pas abolie par l'ordonnance de 1330. (*Contra LAURIÈRE.*)
- 2° La garde seigneuriale était une institution française dès le règne de Charles-le-Chauve.
- 3° On ne peut appliquer d'une manière absolue au seigneur gardien l'adage : *Qui bail ou garde prend quitte le rend.* (*Contra LABOULAYE. Condition des Femmes, page 255.*)
- 4° Le droit de baillistre aux meubles et son obligation de payer les dettes, le même droit et la même obligation du mari s'expliquent par les mêmes principes.
- 5° La France était, quant à l'époque de la majorité féodale, divisée en deux régions qui portèrent leur usage, l'une à Jérusalem, l'autre en Angleterre.
- 6° Une ordonnance de saint Louis, avec le concours de plusieurs barons, déclara les *filles* capables de tenir les fiefs.— La préférence accordée aux mâles dans les successions féodales avait pour cause l'intérêt de la famille, était motivé par des principes empruntés au droit commun.

